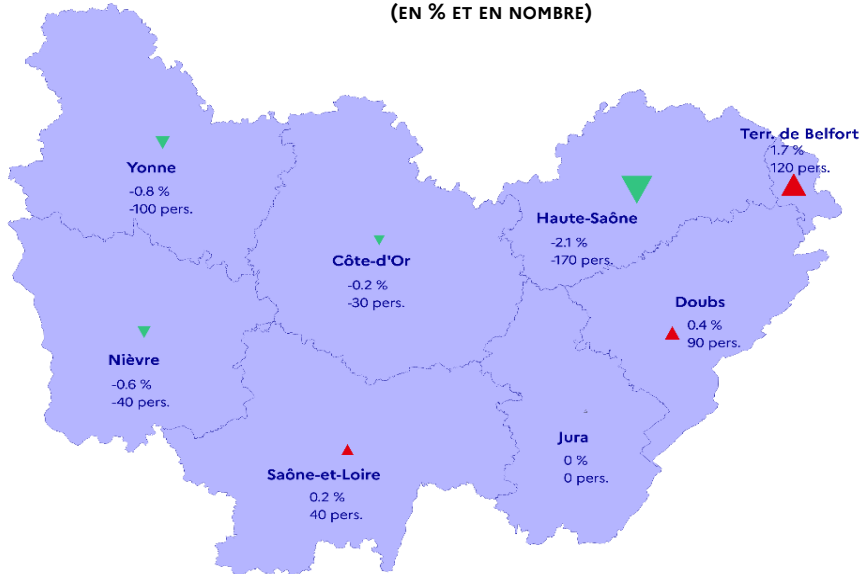


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS DÉPARTEMENT DE LA SAÔNE-ET-LOIRE

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 2^{ÈME} TRIMESTRE 2024
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
- 0,4 % par rapport au 1^{er} trimestre 2024

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS (DONNÉES CVS)

Cat. A : **19 560** (+ 0,2 % sur un trim.)
Cat. B, C : **20 340** (- 1,0 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **39 900** (- 0,4 % sur un trim.)

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,7 % au 1^{er} trimestre 2024
0,0 pt par rapport au 4^{ème} Trim. 2023
(France métropolitaine : 7,3 % ; 0,0 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

191 910 au 1^{er} trimestre 2024
+ 0,3 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

● RECOURS À L'INTÉRIM

6 460 intérimaires au 1^{er} trimestre 2024
- 1,0 % par rapport au 4^{ème} Trim. 2023

Au premier trimestre 2024

L'emploi salarié (privé et public) augmente en Saône-et-Loire, soit 500 emplois de plus par rapport au 4^e trimestre 2023, effaçant ainsi les pertes enregistrées fin 2023. Hors intérim, l'emploi croît fortement dans l'agriculture (+5,1 %). Les activités des services marchands (+0,7 %) sont redevenus créateurs d'emploi hormi les activités de transports et d'entreposage. L'industrie conserve sa dynamique (+0,5 %). Plus gros employeur, le secteur des services non marchands maintient son niveau d'emplois. Les effectifs demeurent orientés à la baisse dans la construction (-0,3 %). Sur un an, l'emploi salarié diminue légèrement alors qu'il augmente au niveau régional. La demande en intérim diminue, excepté dans le commerce. Le recours au dispositif d'activité partielle est stable comparativement au 4^e trimestre 2023. Le nombre de foyers bénéficiaires du RSA (environ 9 570) est moins élevé qu'il y a un an (-6,1 %), l'évolution la plus favorable de la région.

Au deuxième trimestre 2024

Le volume d'heures autorisées pour recourir à l'activité partielle diminue légèrement par rapport au volume autorisé durant le 1^{er} trimestre. Les défaillances d'entreprises augmentent ainsi que le nombre d'emplois menacés. Sur le marché du travail, la demande d'emploi de catégorie A augmente alors qu'elle est quasi-stable au niveau régional (+0,2 % contre -0,1 %). Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite (catégories BC) se contracte fortement. Au total, la demande d'emploi toutes catégories confondues se replie. Les jeunes voient leur situation s'améliorer puisque le nombre d'inscrits en catégorie A chute de 1,5 %. A l'instar du niveau régional, le nombre de seniors et de jeunes inscrits en catégorie A se réduit depuis un an.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)

de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

2^{ème} Trimestre 2024

La demande d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Saône-et-Loire :

Données CVS-CJO

	T2 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	19 560	+0,2	+0,5
Catégories B, C	20 340	-1,0	-1,2
Catégories A, B, C	39 900	-0,4	-0,4

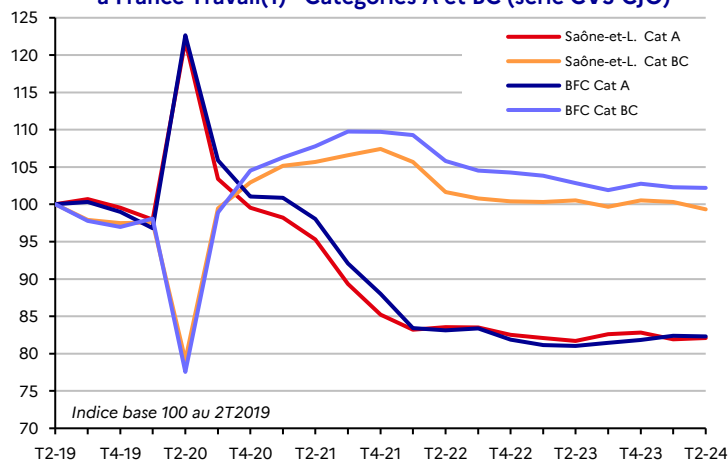
Bourgogne-Franche-Comté :

Données CVS-CJO

	T2 2024	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Catégorie A	101 120	-0,1	+1,6
Catégories B, C	94 800	-0,1	-0,6
Catégories A, B, C	195 920	-0,1	+0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Evolution des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à France Travail(1) - Catégories A et BC (série CVS-CJO)



Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégorie A					
Hommes	9 930	+0,1	+1,1	+0,1	+2,7
< 25 ans	1 360	-2,2	-3,5	-1,6	+2,4
25 - 49 ans	5 490	+0,2	+2,6	+0,4	+3,3
50 ans et plus	3 080	+1,0	+0,3	+0,1	+1,5
Femmes	9 630	+0,3	-0,1	-0,2	+0,4
< 25 ans	1 290	-0,8	0,0	-0,3	+3,7
25 - 49 ans	5 310	+1,3	+1,0	-0,2	+0,7
50 ans et plus	3 030	-0,7	-1,9	-0,4	-1,7
Total	19 560	+0,2	+0,5	-0,1	+1,6
< 25 ans	2 650	-1,5	-1,9	-1,0	+3,0
25 - 49 ans	10 800	+0,7	+1,8	+0,1	+2,0
50 ans et plus	6 120	+0,3	-0,6	-0,1	0,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an	Var. (en %) sur 1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	19 030	-0,4	+0,1	+0,1	+1,7
< 25 ans	2 550	-1,2	-2,3	+0,1	+2,2
25 - 49 ans	11 020	-0,6	0,0	0,0	+1,5
50 ans et plus	5 460	+0,6	+1,3	+0,4	+2,0
Femmes	20 870	-0,4	-0,9	-0,3	-0,7
< 25 ans	2 470	-2,0	-1,6	-0,3	+1,4
25 - 49 ans	11 710	-0,5	-1,0	-0,3	-1,0
50 ans et plus	6 700	+0,4	-0,1	-0,1	-0,8
Total	39 900	-0,4	-0,4	-0,1	+0,5
< 25 ans	5 020	-1,6	-2,0	-0,1	+1,9
25 - 49 ans	22 730	-0,6	-0,5	-0,2	+0,2
50 ans et plus	12 160	+0,4	+0,6	+0,1	+0,5

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

(1) L'opérateur France Travail était jusqu'au 31 décembre 2023 l'opérateur France Travail.

Depuis 2018, la publication commune Dares-France Travail est trimestrielle et présente la moyenne sur le trimestre passé du nombre de demandeurs d'emploi inscrits, ainsi que les flux d'entrées et de sorties. La moyenne trimestrielle correspond à la somme des effectifs ou des flux pour les trois mois du trimestre considéré, divisée par trois. En raison de la gestion des arrondis, les totaux peuvent très légèrement différer de la somme de leurs sous-totaux.

Les catégories de demandeurs d'emploi :

- **catégorie A** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, sans emploi ;
- **catégorie B** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite courte (de 78 h ou moins sur un mois) ;
- **catégorie C** : demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi, ayant exercé une activité réduite longue (de plus de 78 h sur un mois) ;
- **catégorie D** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (en raison d'une formation, d'une maladie...) y compris les demandeurs d'emploi en contrat de sécurisation professionnelle (CSP), sans emploi ;
- **catégorie E** : demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi, en emploi (par exemple, bénéficiaires de contrats aidés, créateurs d'entreprise).

Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2024	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
Catégories A, B, C		1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Moins de 1 an	21 710	-0,2	-0,1	+0,2	+2,0
DELD :					
1 à 2 ans	7 920	-0,5	+5,5	-0,2	+4,5
2 à 3 ans	3 560	+1,4	+1,1	+0,7	-1,0
3 ans et plus	6 710	-1,9	-8,0	-1,5	-7,7
Total DELD	18 190	-0,7	-0,8	-0,5	-1,3
Part des DELD	45,6%	-0,1 pt	-0,2 pt	-0,2 pt	-0,8 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les demandeurs d'emploi indemnisés

Données brutes provisoires	T1 2024	Moyenne annuelle 2024	
		2024	2023
Assurance chômage	17 920	17 920	17 350
Solidarité - Etat	1 690	1 690	1 920
Autres	490	490	440
Total DE indemnisés	20 100	20 100	19 710
Formation	1 240	1 240	1 480
Part des DE indemnisés* :			
Saône-et-Loire	46,7%		
BFC	48,5%		

Source : France Travail

*Part des DE indemnisés : Total des Demandeurs d'Emploi indemnisés / DEFM de Cat. A, B, C, D, E en données brutes

Avertissement : conformément à la méthodologie utilisée par France Travail pour le calcul des demandeurs d'emploi indemnisés, les dernières données sont des estimations. Elles sont rendues définitives en glissement annuel avec un recul de 6 mois.

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Fin de contrat	514	+5	+1,0	0	0,0
Fin de mission d'intérim	248	-9	-3,5	-15	-1,1
Démission	181	-1	-0,5	+54	+5,7
Rupture conventionnelle	215	-3	-1,4	+21	+1,8
Licenc. économique	60	+15	+33,6	+114	+44,5
Autre licenciement	189	-12	-5,8	+47	+4,2
Première entrée ⁽¹⁾	110	-4	-3,2	-57	-8,6
Retour d'inactivité ⁽²⁾	731	-8	-1,1	-105	-2,7
Réinscription rapide ⁽³⁾	736	+125	+20,5	+285	+9,2
Autre motif ⁽⁴⁾	229	+16	+7,3	+90	+7,8
Motif indéterminé	361	+40	+12,5	+58	+4,1
Total	3 575	+164	+4,8	+493	+2,8

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi.

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données brutes	Saône-et-Loire			BFC	
	T2 2024	Var. annuelle		Var. annuelle	
Catégories A, B, C		en nbre	en %	en nbre	en %
Reprise d'emploi déclaré ⁽¹⁾	477	+15	+3,3	-57	-2,2
Entrée en stage ou formation	336	+20	+6,2	+25	+1,4
Arrêt de recherche**	376	-24	-6,1	-132	-7,0
dont maladie	251	+12	+4,9	-13	-1,1
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation	1 918	-19	-1,0	-141	-1,5
Radiation administrative	399	+15	+4,0	-95	-4,7
Autre cas ⁽²⁾	315	+69	+27,9	+100	+7,2
Total	3 820	+76	+2,0	-300	-1,6

**Maternité, maladie, retraite...

(1) Uniquement celles connues de France Travail.

(2) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

La demande d'emploi par territoire*

* Définition Arrondissements

Les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois

Données CVS-CJO Catégorie A	T2 2024	Var. (en %) sur		Part (en %) des			Indicateur de chômage*
		1 Trim.	1 an	Femmes	-25 ans	Seniors	
Autun	5 260	+1,9	+1,5	47,9	13,3	32,5	10,3
Chalon-sur-Saône	5 890	+0,3	+1,0	50,8	13,4	29,7	8,3
Charolles	2 350	-1,3	-2,9	47,7	13,2	37,0	6,7
Louhans	1 900	-3,6	-3,1	51,6	13,2	33,2	6,5
Mâcon	4 170	+1,0	+2,2	48,4	14,4	27,6	8,0
Saône-et-Loire	19 560	+0,2	+0,5	49,2	13,5	31,3	8,2

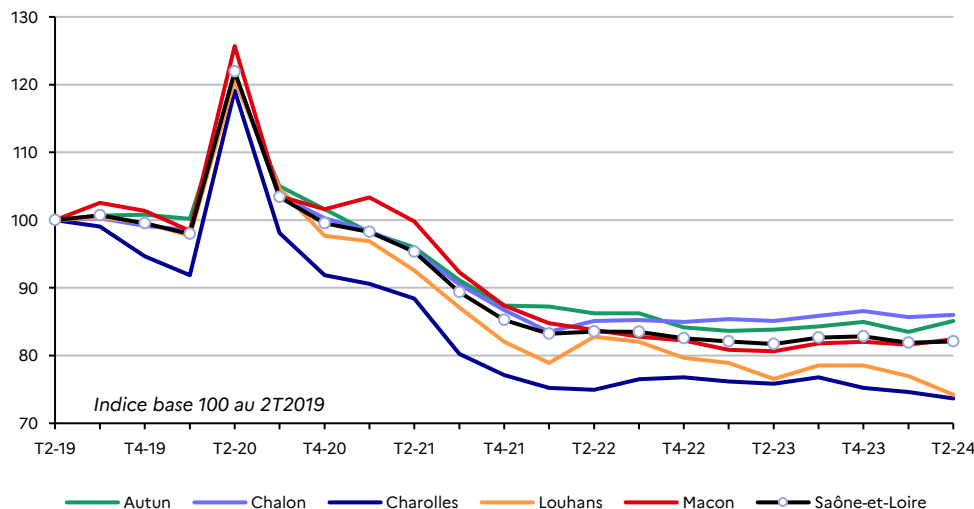
Attention : cet indicateur est calculé pour apprécier l'importance du chômage dans les arrondissements. Sa valeur n'est pas comparable avec le taux de chômage publié par l'INSEE, qui est la référence pour les analyses départementales.

* Indicateur de chômage = DEFM A/Pop. Active 2021

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Evolution des demandeurs d'emploi de Cat. A par territoire (données CVS-CJO)



Ancienneté d'inscription des demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO Catégories A, B, C	T2 2024	Var. (en %) sur		Plus d'un an		
		1 Trim.	1 an	T2 2024	Var. (en %) sur	
					1 Trim.	1 an
Autun	9 880	-0,4	-1,0	4 670	-0,6	-1,5
Chalon-sur-Saône	12 130	+0,2	+0,9	5 550	-1,8	-0,2
Charolles	4 950	-0,6	-3,1	2 310	+0,9	+0,4
Louhans	4 130	-2,1	-1,2	1 800	0,0	-1,6
Mâcon	8 820	-0,2	+0,6	3 860	-0,3	-1,0
Saône-et-Loire	39 900	-0,4	-0,4	18 190	-0,7	-0,8

Les flux d'entrées et de sorties

Entrées en Cat. A, B, C		Sorties en Cat. A, B, C	
Nombre	Evol. (%) Trim.	Nombre	Evol. (%) Trim.
960	0,0	970	-1,0
1 240	+7,8	1 210	+1,7
510	+6,3	500	0,0
420	0,0	430	0,0
950	+3,3	930	-1,1
4 090	+4,1	4 040	0,0

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares.

Calculs des CVS-CJO infra-départementales : Dcrets Bourgogne-Franche-Comté / SESE

Note méthodologique :

La correction des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO) permet de rendre les évolutions pertinentes pour l'analyse conjoncturelle. Les coefficients de correction des variations saisonnières et des jours ouvrables sont estimés une fois par an pour la 1ère publication de l'année. Lorsque ces coefficients sont réestimés, les séries CVS-CJO sont révisées sur tout leur historique. La prochaine campagne d'actualisation des coefficients aura lieu en avril 2025.

En 2019, le périmètre géographique des « Territoires » a été révisé faisant suite à l'évolution récente de la géographie administrative des arrondissements, les données ici présentes portent donc sur ce nouveau découpage et ont été recalculées sur tout leur historique.

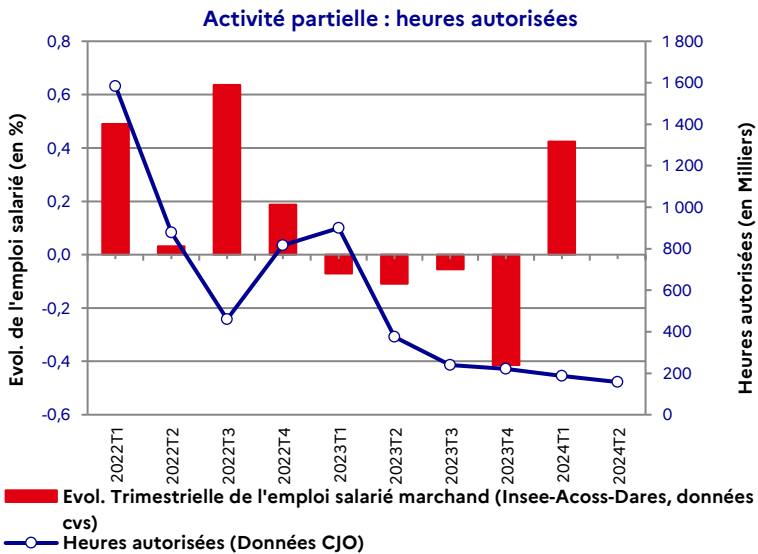
Activité partielle

Données CJO*		Saône-et-Loire	
Heures autorisées		T1 2024	T2 2024
Nombre de demandes en cours		83	60
Volume d'heures autorisées		186 518	157 483
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	153 640	145 322
	Construction	13 168	6 012
	Commerce	9 574	2 133
	Services	10 136	4 016
Etablissements autorisés		69	57
dont :	étabs de 50 sal. et plus	16	14
Nombre de salariés concernés**		2 420	2 023
Total heures autorisées 12 mois glissés		1 020 802	803 778

Source : DARES/Dreets BFC

* corrigées des effets des jours ouvrables

** en moyenne sur le trimestre



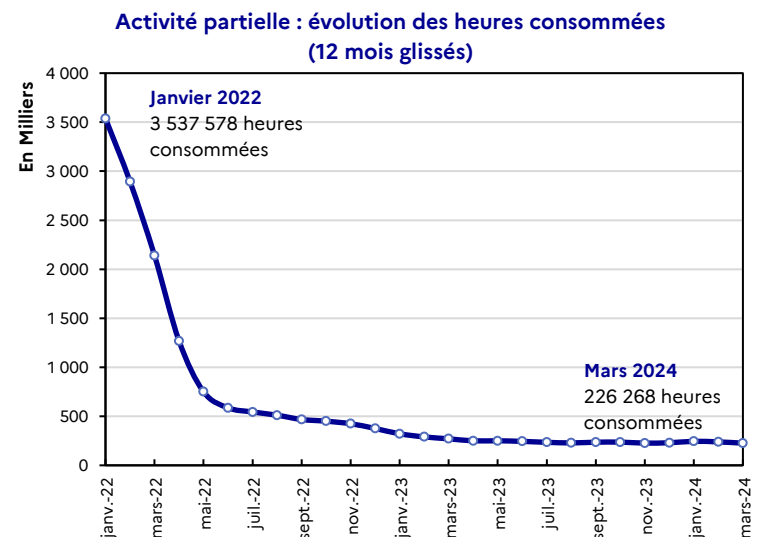
		Saône-et-Loire	
Heures consommées		T4 2023	T1 2024
Nombre d'heures consommées*		61 063	52 701
dont :	Agriculture	0	0
	Industrie	55 930	47 519
	Construction	0	943
	Commerce	1 654	582
	Services	3 480	3 658
Étabs ayant consommé des heures		48	49
dont :	étabs de 50 sal. et plus	13	10
Nombre de salariés concernés**		900	750
Total heures consommées 12 mois glissés		230 292	226 268

Source : DARES/Dreets BFC

* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.

** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



Créations d'entreprises

Données brutes		Saône-et-Loire	
Créations d'entreprises		T2 2024	Evol./T2 2023 (en %)
Nombre de créations d'entreprises		1 552	+6,7
dont :	Entreprises individuelles	203	-5,6
	Micro-entrepreneurs	1 017	+8,4
	Sociétés	332	+9,9
Cumul sur 12 mois glissés		6 257	+5,2
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneurs		535	+3,5
Cumul sur 12 mois glissés		2 201	+1,9

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.

Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

Défaillances d'entreprises

		Saône-et-Loire	
Ouvertures de procédures		T2 2024	Evol./T2 2023 (en %)
Nombre d'ouvertures de procédures		104	+18,2
dont :	Sauvegardes	s	s
	Redressements judiciaires	34	+9,7
	Liquidations judiciaires directes	68	+23,6
Nombre d'emplois menacés		309	+95,6
dont :	Agriculture	s	s
	Industrie	65	n.s.
	Construction	116	n.s.
	Commerce	66	n.s.
	Services	61	-11,6
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		441	+24,6

Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE

n.s. : non significatif

s : secret statistique

L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

Avertissement :

Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :

https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

1 ^{er} trimestre 2024 (Données CVS)	Saône-et-Loire					Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution								
		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %		Trimestrielle en nbre	en %	Annuelle en nbre	en %					
Agriculture	3 600	+180	+5,1	0	+0,1	3 630	+170	+4,8	0	-0,0					
Industrie	34 640	+160	+0,5	+490	+1,4	38 160	+140	+0,4	+220	+0,6					
Industrie agro-alimentaire	6 030	+30	+0,5	+50	+0,8	6 730	+20	+0,2	+20	+0,3					
Industries extractives, énergie, eau, déchets	2 250	+20	+1,0	+20	+0,8	2 370	+20	+0,7	0	+0,2					
Equipements élec. électron. info., autres machines	4 450	+20	+0,3	-10	-0,2	5 120	-70	-1,3	-70	-1,4					
Matériels de transport	2 740	+20	+0,6	+170	+6,8	3 110	+10	+0,5	+140	+4,8					
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	19 170	+80	+0,4	+260	+1,4	20 830	+160	+0,8	+130	+0,6					
Construction	11 340	-40	-0,3	-220	-1,9	12 310	-120	-0,9	-420	-3,3					
Commerce ; réparation auto.	26 030	-40	-0,2	+20	+0,1	26 430	-50	-0,2	-70	-0,3					
Services marchands	45 510	+330	+0,7	+140	+0,3	47 290	+410	+0,9	+80	+0,2					
Transports et entreposage	10 800	-60	-0,6	-110	-1,0	11 690	-40	-0,3	-110	-0,9					
Hébergement et restauration	7 040	+100	+1,4	+100	+1,4	7 110	+110	+1,5	+100	+1,5					
Information et communication	1 300	+40	+2,8	0	+0,2	1 320	+40	+2,9	0	+0,1					
Services financiers	3 430	+90	+2,5	+60	+1,8	3 450	+90	+2,7	+60	+1,9					
Services immobiliers	1 350	-10	-0,6	-70	-5,1	1 360	0	-0,3	-80	-5,5					
Services aux entreprises	14 470	+170	+1,2	+110	+0,8	15 250	+210	+1,4	+60	+0,4					
Services aux ménages	7 110	+10	+0,1	+60	+0,8	7 120	0	+0,1	+40	+0,6					
Services non marchands	63 940	-40	-0,1	-330	-0,5	64 100	-40	-0,1	-340	-0,5					
Ensemble	185 060	+550	+0,3	+100	+0,1	191 910	+500	+0,3	-530	-0,3					

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)

Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)

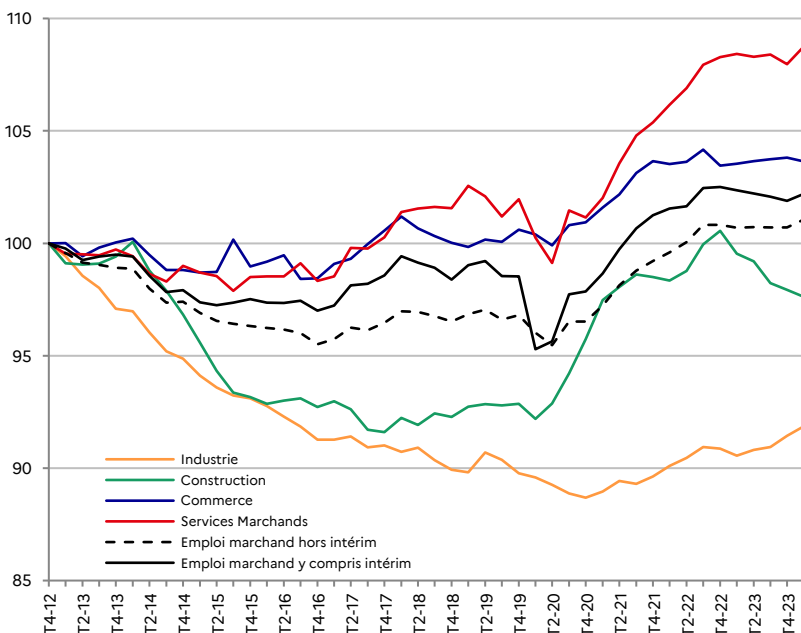
Traitement : Drets BFC- SESE

(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire du département qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre départemental. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité du département

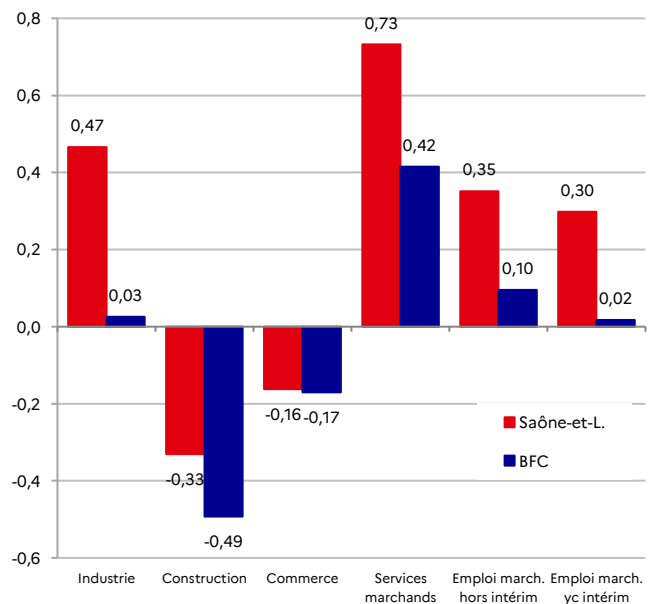
(base 100 au 31/12/2012)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans le département et au niveau régional

(entre le 4^{ème} trim. 2023 et le 1^{er} trim. 2024, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Saône-et-Loire	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾			Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)	Evolution sur 1 an (en pt)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)		
1^{er} trimestre 2024 <i>(Données CVS)</i>										
Agriculture	40	-13,0	-7,1	1,1	-0,1	40	0,0	-20,0	2,9	+0,7
Industrie	3 070	+0,5	-12,5	8,1	-1,2	2 990	-7,4	-15,5	2,8	+0,4
Construction	1 040	-6,3	-16,3	8,4	-1,3	1 060	0,0	-14,5	3,4	-0,1
Commerce	470	+1,0	-9,9	1,8	-0,2	490	+2,1	-12,5	1,5	-0,2
Services	1 850	-0,7	-4,8	3,9	-0,2	1 890	-2,1	-3,1	1,5	+0,2
Ensemble	6 460	-1,0	-10,9	5,1	-0,6	6 460	-4,2	-12,0	2,2	+0,2

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi-activité.

(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

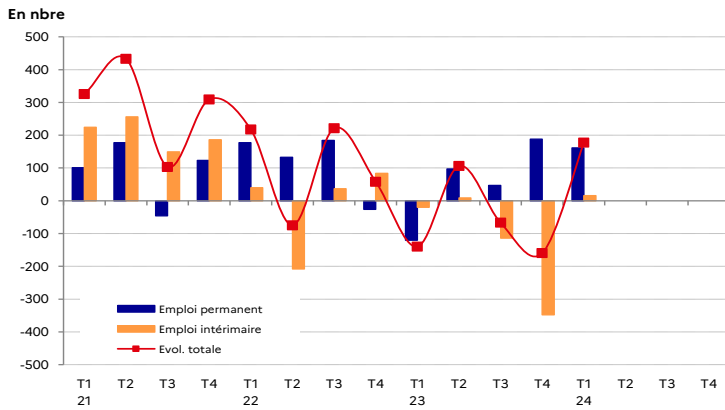
(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

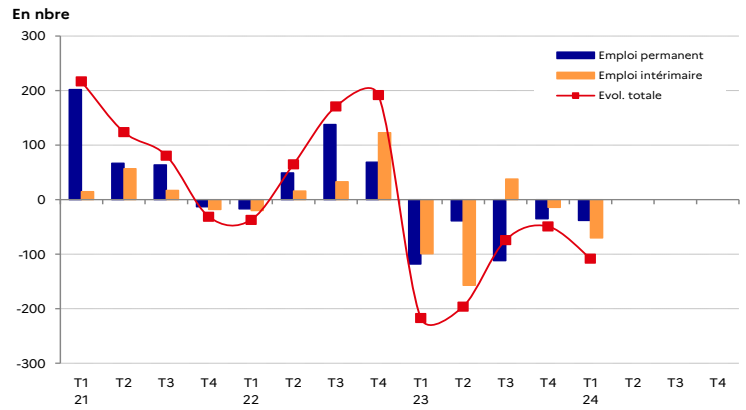
Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité

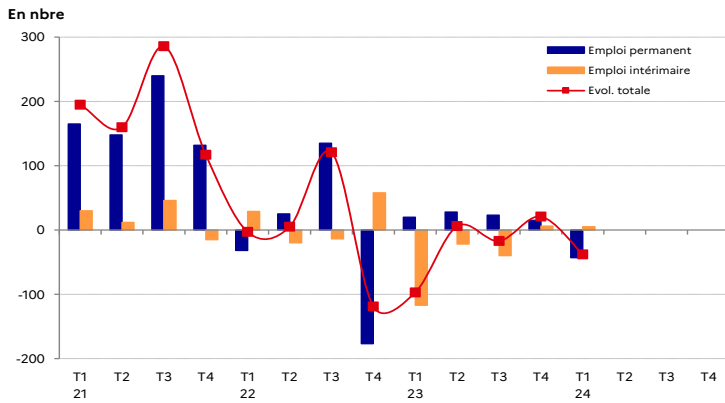
Industrie



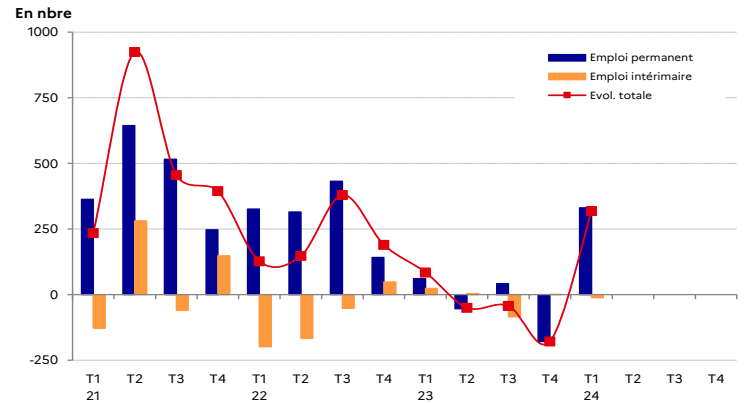
Construction



Commerce



Services



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Saône-et-Loire		Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
1er trimestre 2024						
Embauches		1 572	879	3 400	24 156	30 007
Répartition en %		5,2	2,9	11,3	80,5	100,0
dont en % :						
	CDD	47,3	45,1	59,9	86,2	80,0
	< 25 ans	24,6	23,5	40,3	20,1	22,7
	25 - 49 ans	53,9	56,9	39,9	50,1	49,3
	50 - 54 ans	9,0	5,6	6,1	10,3	9,6
	55 ans ou plus	10,9	7,5	12,4	18,2	16,8
	Femmes	37,6	11,6	59,2	65,5	61,8
Sorties		1 624	896	3 557	23 478	29 555
Répartition en %		5,4	3,0	11,9	78,2	100,0
dont en % :						
	Fins de CDD	26,4	23,2	53,0	83,6	74,9
	dont CDD < 1 mois	41,0	28,8	65,3	91,3	87,5
	Demissions	24,0	32,8	20,2	6,5	9,9
	Licenciements économiques	7,4	1,8	1,0	0,3	0,8
	Licenc. non économiques	12,1	14,1	7,4	2,8	4,2
	Retraite	9,2	4,7	3,2	1,3	2,1
	Ruptures Conventionnelles	7,8	11,6	4,3	1,3	2,4
	< 25 ans	20,9	25,3	38,1	19,4	21,9
	25 - 49 ans	47,0	53,2	39,3	49,5	48,2
	50 - 54 ans	7,5	5,7	6,6	10,2	9,5
	55 ans ou plus	23,1	12,7	15,3	19,7	19,2
	Femmes	35,4	10,2	61,0	65,7	61,8

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

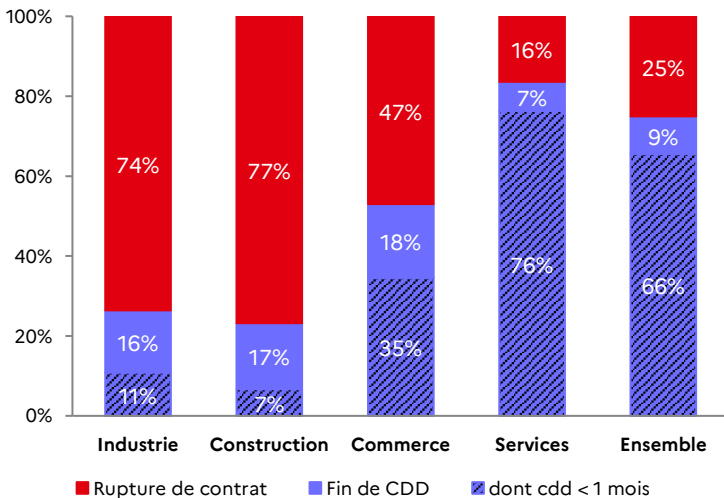
Pour en savoir plus :

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Source : Dares, MMO

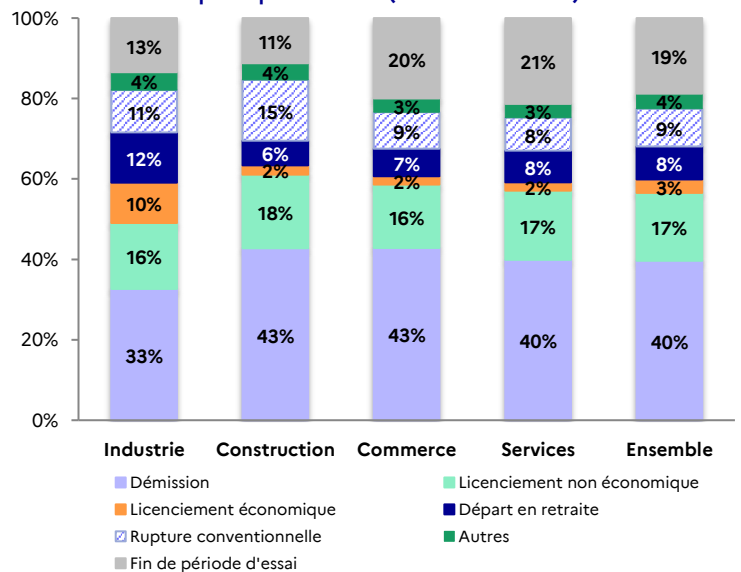
Lecture : Au 1er trimestre 2024 parmi les embauches dans l'industrie 47,3 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 7,4 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,8 % tous secteurs confondus

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 35 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 33 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Saône-et-Loire		< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
1er trimestre 2024							
Actifs en emploi (en %)		10,3	57,0	14,2	18,5	52,3	29,7
Embauches		6 820	14 803	2 890	5 050	18 536	4 317
dont en % :							
	CDD	78,4	77,2	83,1	89,6	84,6	83,2
Sorties		6 483	14 249	2 810	5 667	18 256	4 174
dont en % :							
	Fins de CDD	74,1	74,1	80,2	75,9	81,2	81,0
	dont CDD < 1 mois	82,3	87,4	91,7	91,9	89,0	85,5
	Demissions	11,1	12,1	7,8	3,9	7,4	8,3
	Licenciements économiques	0,2	0,9	1,5	1,3	0,5	0,1
	Licenc. non économiques	6,0	3,8	3,7	3,2	3,0	3,9
	Retraite	0,0	0,0	0,0	10,7	1,5	0,0
	Ruptures Conventionnelles	1,4	3,2	2,1	1,6	1,8	1,0

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 89,6 % ont signé un CDD.

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2021, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

L'emploi frontalier

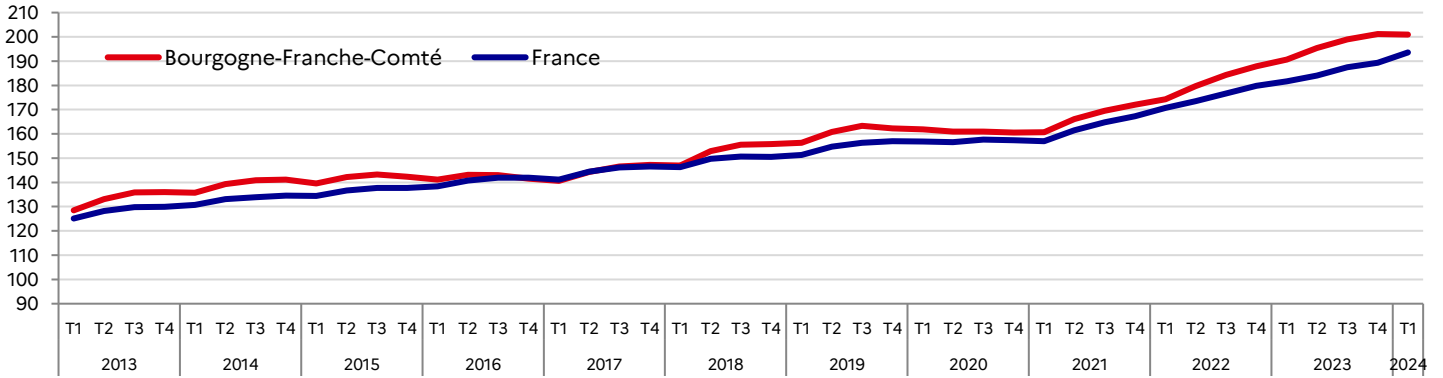
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024	Actifs occupés RP 2021	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	250 359	222 820	22,3	+0,2	+1 760	+0,8	235	0,5	0,0	+38	+19,3
Doubs	254 900	202 930	20,3	+0,0	+2 830	+1,4	33 509	70,8	-0,3	+1 551	+4,9
Jura	116 590	88 020	8,8	+0,1	+320	+0,4	7 821	16,5	-0,2	+387	+5,2
Nièvre	80 648	64 530	6,5	+0,1	+90	+0,1	25	0,1	+19,0	+10	+66,7
Haute-Saône	104 664	69 450	7,0	+0,0	-550	-0,8	777	1,6	+2,0	+105	+15,6
Saône-et-Loire	238 264	191 910	19,2	+0,3	-530	-0,3	236	0,5	-0,4	+20	+9,3
Yonne	145 199	109 690	11,0	-0,0	-490	-0,4	32	0,1	+3,2	+7	+28,0
Territoire de Belfort	64 290	49 510	5,0	-0,7	-360	-0,7	4 718	10,0	+0,3	+295	+6,7
BFC	1 254 913	998 860	100,0	+0,1	+3 070	+0,3	47 353	100,0	-0,1	+2 413	+5,4

Sources : INSEE - RP 2021; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

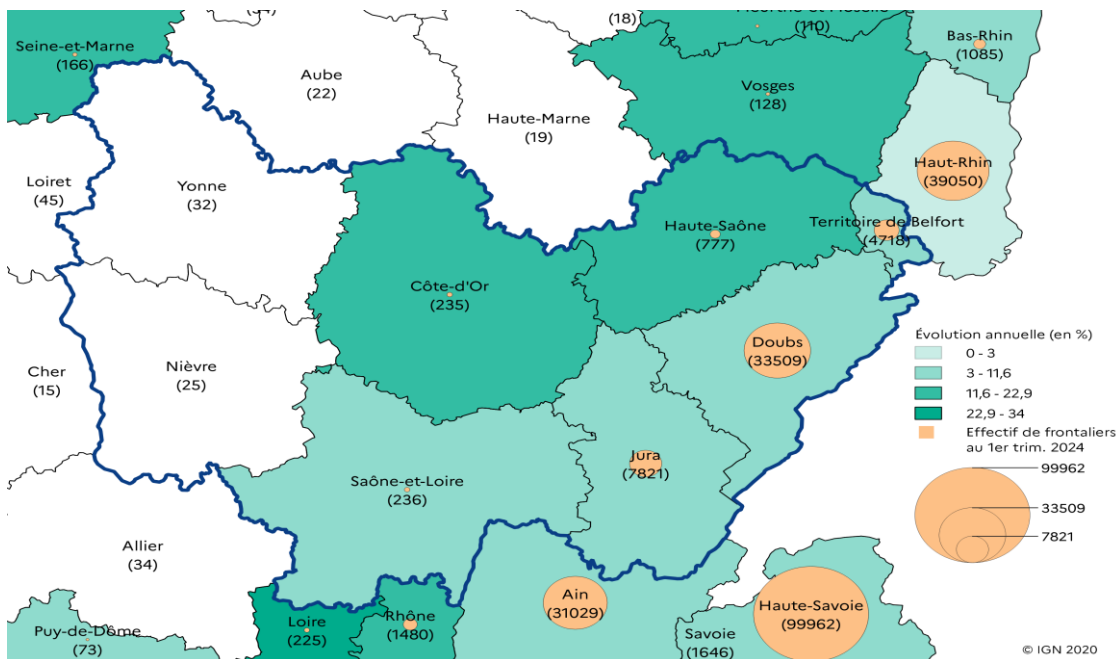
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse a augmenté de + 4,9 % dans le Doubs. Ce département comptabilise 33 509 travailleurs frontaliers vers la Suisse.

Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.

Source : Office Fédéral de la Statistique

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	Saône-et-Loire			BFC
	T2	Cumul	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	2024	cumul 23	cumul 2023
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	98	174	-40,6	-44,9
jeunes	24	46	-53,1	-49,1
seniors	40	61	-35,1	-37,7
bénéficiaires RSA	9	21	-32,3	-27,1
DELD	58	102	-32,9	-43,9
TH	26	43	-23,2	-36,1
résidents QPV	5	10	-28,6	-21,8
résidents ZRR	60	97	-47,3	-53,2
éducation nationale	s	s	-72,7	-64,7
CIE Jeunes	27	73	-58,5	-71,7
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	461	1 058	-1,3	-4,7
dt résidents QPV	59	131	+11,0	+11,2
CEJ*	515	1 142	-0,6	+9,1
Aides à l'embauche :				
Emplois Francs**	27	51	+64,5	+83,2
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 1T2024)				
- secteur public	0	0	/	+83,3
- secteur privé	250	250	-10,7	+6,0

* Depuis le 01/03/2022, date de début du dispositif.

** Données arrêtées à la semaine 26

s : secret statistique

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	T4	Cumul	Var.(%)/ cumul 2022
	2023	2023	
Côte d'Or	363	1 502	-2,7
Doubs	406	1 718	-5,8
Jura	237	1 038	-18,5
Nièvre	136	789	-0,3
Haute-Saône	156	643	-14,2
Saône-et-Loire	420	1 682	-7,7
Yonne	327	1 562	-1,8
Territoire de Belfort	94	453	-16,7
BFC	2 139	9 387	-7,4

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence), CIE Jeunes, Emplois Francs : DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de

Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA)

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : DARES

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

Les salariés présents dans les dispositifs

Moyenne trimestrielle Données provisoires	Saône-et-Loire		BFC
	T2	Var.(%)/	Var.(%)/
	2024	trim. année précédente	trim. année précédente
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	308	-7,2	-12,8
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	2 196	-14,9	-15,4
CEJ*	964	+14,6	+13,6
IAE (au 4T 2023)	1 514	-1,8	-4,8

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.

Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2021, la dépense pour l'emploi en France a été de 183 milliards (soit 7,3 points de PIB), dont 80 milliards consacrés aux mesures d'allègement/exonération ou d'aide à l'emploi des personnes vulnérables, 61 milliards aux allocations chômage ou d'activité partielle, 24 milliards à la formation professionnelle, 10 milliards à l'incitation à l'activité et 6 milliards pour l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi.

[Les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail | DARES \(travail-emploi.gouv.fr\)](https://travail-emploi.gouv.fr/les-depenses-en-faveur-de-l-emploi-et-du-marche-du-travail)

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

1 ^{er} trimestre 2024 <i>données brutes provisoires</i>	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 4T 2023)	
	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de foyers bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle	Nbre de pers. bénéficiaires*	Evol. annuelle
Côte d'Or	9 577	-2,1	37 590	-3,3	8 907	+3,6	1 390	-8,8
Doubs	12 290	-0,7	32 910	-3,5	10 373	+1,0	1 457	-14,3
Jura	3 377	-4,5	15 263	-5,0	5 500	+3,6	580	-6,5
Nièvre	5 680	-0,1	13 607	-3,4	6 410	+1,5	687	-11,2
Haute-Saône	3 900	-1,9	14 783	-5,3	5 697	+3,3	867	-8,1
Saône-et-Loire	9 567	-6,1	35 977	-4,1	12 423	+3,6	1 703	-13,8
Yonne	8 737	-0,2	22 583	-4,9	7 730	+0,9	1 080	-9,5
Territoire de Belfort	4 087	-4,3	9 433	-4,6	2 590	+6,9	600	-7,7
BFC	57 213	-2,3	182 147	-4,1	59 630	+2,7	8 363	-10,8

* Moyenne trimestrielle.

- RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :

Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.

- AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :

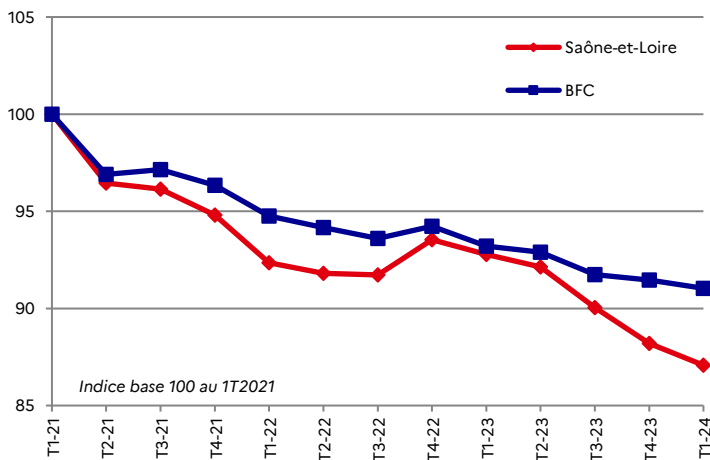
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.

- ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :

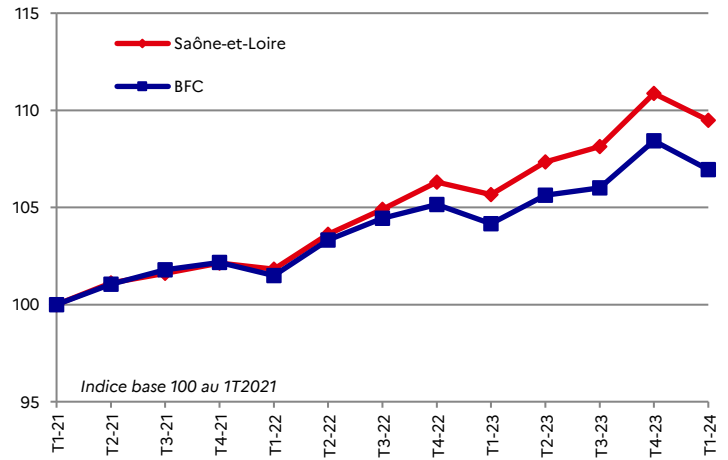
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

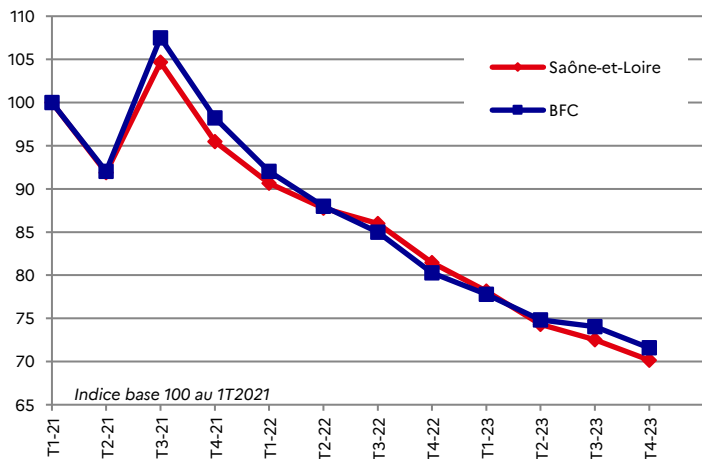
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité

